

Luxembourg, le 28 juin 1991

420 C

NOTE BIO (91) 220 AUX BUREAUX NATIONAUX  
CC AUX MEMBRES DU SERVICE DU PORTE-PAROLE

---

#### CONSEIL EUROPEEN

Le Conseil Européen a vu son ordre du jour quelque peu bouleversé par les événements yougoslaves. A l'invitation du Président du Conseil italien, M. Andreotti, les Douze ont décidé d'envoyer la Troika ministérielle en Yougoslavie, à Belgrade, aussitôt que possible, c'est-à-dire en fait en début d'après-midi; M. Matutes les y rejoindra. Le C.E. a renvoyé à la coopération politique l'élaboration d'un projet de déclaration qui réclame un moratoire sur les décisions prises par la Croatie et la Slovanie, le retour des troupes dans les casernes et la reprise du dialogue. Ce communiqué vous sera transmis lorsqu'il sera disponible.

Ce n'est donc qu'à 12h15 que le Conseil a repris son ordre du jour par la présentation - par le Président Delors - de l'état de la réalisation de l'Acte Unique. Le Président de la Commission a présenté un bilan très encourageant avec cependant deux exceptions majeures:

- la dimension sociale car la Charte sociale est en panne;
- l'action pour la compétitivité des entreprises car beaucoup reste à faire pour l'adaptation de secteurs clés de l'économie européenne. La Communauté peut y contribuer par ses actions communes en matière de recherche, de formation et de conversion.

Si des avancées remarquables ont été réalisées (75% du livre blanc réalisé, progrès sur la fiscalité indirecte, la libre circulation des personnes), si la transposition a nettement progressé, tout comme l'exécution des arrêts de la Cour, il reste à surmonter des difficultés dans la coopération entre entreprises (la société de droit européenne de plus en plus demandée mais enlisée dans les détails), le marché commun des services financiers, les transports, l'harmonisation vétérinaire et phytosanitaire (plus de 30 directives restent à adopter) et les réseaux transeuropéens utiles en soi mais aussi comme éléments de politique industrielle.

Sur les politiques d'accompagnement, le Président a souligné la panne de la Charte sociale, une seule des cinq propositions du programme de travail ayant fait l'objet d'un accord politique. Le bilan actuel - même si quatre directives ont été adoptées au titre de la santé et sécurité des travailleurs - est donc extrêmement décourageant et ne respecte pas l'équilibre entre aspects économiques et sociaux voulus par le Conseil européen d'Hanovre.

Pour les politiques structurelles, le Président - qui y reviendra à propos de la cohésion économique et sociale dans l'après-midi - a souligné que les engagements financiers étaient tenus et qu'un bilan exhaustif serait fait en fin d'année. Enfin, M. Delors a précisé les importants problèmes industriels que connaissent les industries électronique, automobile et textile et le rôle que pourrait jouer la Communauté par la recherche, la formation et la conversion comme elle l'a fait pour la construction navale et la sidérurgie.

Pour l'avenir

- 1) Le grand marché continuera à diffuser ses avantages. Il n'y a pas de tendance à la concentration des richesses et des activités. En outre, dans le domaine de la concurrence, les pays de l'objectif 1 font l'objet d'une discrimination positive.
- 2) Ces avantages seront d'autant plus sensibles que les grands réseaux d'infrastructure qui permettront aux quatre libertés de s'effectuer plus vite et moins cher, bénéficieront d'abord aux régions périphériques.
- 3) Les politiques structurelles amplifieront leurs effets par ce qui est engagé et parce que la Commission proposera en 1992 d'en accroître les fonds.
- 4) Pour compléter la panoplie des investissements, on pourrait envisager la création d'un fonds pour l'environnement car les coûts directs et indirects sont plus importants relativement pour les pays moins riches. Cela dit l'environnement n'a pas été absent des politiques structurelles puisque 1,9 milliard d'écus y a été consacré entre 1988 et 1992.
- 5) La Commission a préparé une réforme de la PAC qui, si les orientations en sont acceptées, sera favorable aux régions en adaptation (puisque'elle prévoit notamment le développement de la petite agriculture et des zones rurales).
- 6) Dans le cadre de l'UEM plusieurs instruments sont proposés qui sont facteurs de cohésion (programmes de convergence, instruments contre les chocs, période de transition).
- 7) En matière de ressources on peut soit renforcer le caractère redistributif de la quatrième ressource, soit envisager une cinquième ressource qui tienne davantage compte encore de la prospérité des Etats.

Le Conseil, après avoir remercié le Président de la Commission pour ces pistes qui ont reçu un accueil chaleureux des pays les moins riches de la Communauté, a demandé à la Commission de préciser ces diverses idées.

Par ailleurs, la Troika devait faire rapport dans la matinée de samedi de sa mission en Yougoslavie, des travaux pratiques d'union politique couronnés d'un certain succès. Les 12 ont aussi décidé du principe d'une aide à la balance des paiements à l'Algérie et appuyé les initiatives pour la préservation de la forêt tropicale. Ils ont aussi donné des impulsions fortes dans certains domaines du marché intérieur (notamment les transports).

A suivre,

Amitiés,

B. Dethomas

Bruxelles, le 29 juin 1991

NOTE BIO (91) 220, suite 1, AUX BUREAUX NATIONAUX  
CC AUX MEMBRES DU SERVICE DU PORTE-PAROLE

---

#### CONSEIL EUROPEEN

Une fois la Troika partie pour Belgrade et Zagreb, le Conseil Européen a terminé vendredi après-midi le débat marché intérieur. Le Conseil Européen a pris connaissance avec intérêt des propositions présentées par la délégation allemande tant en ce qui concerne l'immigration que la politique en matière de droit d'asile, d'immigration et à l'égard des étrangers. Ces propositions vont dans le sens d'une harmonisation formelle et matérielle, dans le cadre du traité, de ces politiques et prévoient la mise en place d'un office centrale européen de police criminelle, dit Europol. Les ministres compétents devront faire rapport à Maastricht sur ces initiatives pour lesquelles le Conseil Européen a donné un accord de principe.

Le Conseil a ensuite fait trois tours de table, successivement sur l'Union Politique, la Cohésion économique et sociale et l'Union économique et monétaire. Les deux débats CIG ont permis d'acter les progrès réalisés sous présidence luxembourgeoise (cf les conclusions). Le Président Delors a présenté le débat sur la cohésion économique et sociale par un premier bilan et par quelques pistes pour l'avenir.

Sur le bilan:

1) Il a expliqué que le marché intérieur avait en soi des effets positifs en matière de cohésion. C'est ainsi par exemple que les investissements directs non nationaux ont - entre 1986 et 1990 - été multipliés par 10 au Portugal, par 4 en Espagne, par 2,5 en Grèce et par 2 en Irlande;

2) En plus d'effets macro-économiques, les politiques structurelles ont eu des effets:

- en matière de convergence
- en matière de processus d'adaptation
- et même sur la croissance (même si ces effets ne se feront sentir qu'à moyen terme). C'est ainsi que (à l'exception de la Grèce pour des raisons de difficultés intérieures) les pays de l'objectif 1 ont connu une sensible amélioration de leur niveau de vie et de leur situation;

3) la PAC, élément important de la Communauté telle qu'elle est, n'a pas encore son plein effet pour l'Espagne et le Portugal;

4) La structure des ressources joue maintenant pleinement; la quatrième ressource représentera 20% des recettes en 1992 alors qu'elle est fondée sur la prospérité relative des Etats.

Enfin, le Président a fait le bilan de la politique en matière d'environnement et a expliqué la nécessité d'une avancée en matière d'immigration.

Le Conseil reprendra par la poursuite de la discussion sur le marché intérieur avant de passer aux deux CIG, le dîner étant consacré à l'URSS et sans doute encore à la Yougoslavie.

A suivre,

Amitiés,

B. Dethomas.

Bruxelles, le 1er juillet 1991.

**NOTE BIO (91) 220 (suite 2 et fin) AUX BUREAUX NATIONAUX  
cc. aux Membres du Service du Porte-Parole**

CONSEIL EUROPEEN DES 28 ET 29/06/1991 - Luxembourg

Conférence de presse finale

Les présidents Santer et Delors ont conclu le Conseil Européen par une conférence de presse commune à laquelle a participé aussi M. Poos - de retour de Belgrade et Zagreb - pour témoigner de la mission de la Troïka.

La présence de la Communauté est souhaitée en Yougoslavie, a expliqué M. Poos. Après sept heures d'entretiens avec les dirigeants de la fédération et de la Serbie à Belgrade et avec ceux de la Slovénie et de la Croatie à Zagreb, il serait illusoire de croire que les problèmes soient réglés. Une grande prudence s'impose. Mais certains des acteurs ont peut-être le sentiment d'avoir joué avec le feu. Les Européens ont demandé aux Croates et aux Slovènes de suspendre pour trois mois la mise en oeuvre pratique de l'indépendance, aux Serbes de débloquer la désignation de M. Mesic à la présidence de la fédération, et aux autorités fédérales le retour des troupes dans les casernes. Il y aurait eu, a par ailleurs précisé M. Poos, 27 morts dans les conflits.

Le président Delors, pour sa part, a commencé par rendre hommage à la présidence luxembourgeoise, un bilan extrêmement positif dans les trois domaines des responsabilités internationales, dans la réalisation de ce qui a déjà été décidé et dans les deux Conférences intergouvernementales. Et tout cela alors que la période a été particulièrement troublée.

Sur les responsabilités internationales, un immense travail a été fait. La dernière illustration en est cette mission de la Troïka envoyée en Yougoslavie, même si les engagements des autorités yougoslaves, serbes, croates et slovènes, ne doivent conduire qu'à un optimisme prudent.

Pour la réalisation de l'Acte unique, deux percées ont été faites : pour rapprocher la fiscalité indirecte et sur la libre circulation des personnes.

Enfin pour les travaux des deux Conférences, le projet de traité luxembourgeois est désormais la base ; c'est important même si l'on ne peut pas cacher l'ampleur des difficultés qui demeurent mais qui sont normales devant un tel saut qualitatif.

Interrogé sur le débat sur les deux Conférences intergouvernementales, M. Delors a dit avoir trois impressions :

- Sur l'UEM, a-t-il dit, nous avons deux ans et demi de travail. Mon sentiment est meilleur au niveau de la Conférence qu'à celui du Conseil Européen, car dans la Conférence tous les pays participent positivement aux travaux. Il reste des problèmes à régler : le contenu économique de l'UEM, les contraintes budgétaires, la conception de la transition et le rôle de l'écu. Mais on a un sentiment que l'on progresse. Malheureusement aujourd'hui onze pays ne pouvaient abandonner la référence au Conseil Européen de Rome d'octobre. Le premier ministre britannique lui voulait éviter cette référence ce qui n'était pas possible. Il a donc maintenu la réserve britannique. Cela ne doit pas masquer les progrès intervenus dans les douze pays.

- Sur l'Union politique, nous n'avons commencé qu'il y a six mois. Les choses ont bien avancé sous la présidence luxembourgeoise mais il reste bien des divergences et pas simplement entre la Grande-Bretagne et les onze autres. Qu'il s'agisse des pouvoirs du Parlement européen, des modes de décision et d'action pour la politique étrangère, de l'insertion d'une politique commune de sécurité, de l'extension du vote à la majorité qualifiée et du devenir de la Communauté au-delà de ce traité, il y a des divergences.
- Enfin, il y avait une menace qui pesait sur les deux Conférences, la conception que l'on avait et la place que l'on faisait à la cohésion économique et sociale. "Après mon exposé à titre personnel (cf bio 220-1), a estimé M. Delors, il me semble que les plus inquiets ont été rassurés. On peut ainsi espérer avoir écarté un obstacle qui pesait sur ces Conférences. Il faudra maintenant préciser ces idées."

M. Delors a aussi expliqué la méthode qui prévaudrait à l'adoption par les ministres de l'économie et des finances dans leur pleine responsabilité d'une aide à la balance des paiements à l'Algérie, geste politique décidé par les Douze.

Il a enfin dit être relativement optimiste sur l'UEM mais moins sur l'Union politique, en faisant la liste des oppositions de la Grande-Bretagne, même si sur la dimension sociale M. Major a fait preuve de plus de souplesse qu'auparavant.

Amitiés,  
Bruno Dethomas

